

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/68

11 décembre 1996

(96-5243)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: espagnol

EQUATEUR

Déclaration de M. Ruben Flores
Vice-Ministre du commerce extérieur

Je voudrais tout d'abord remercier le gouvernement de Singapour pour l'accueil qu'il nous a réservé tout au long de cette première Conférence ministérielle.

L'Equateur a accédé à l'Organisation mondiale du commerce en janvier 1996, à l'issue d'un long processus de négociation. Cette accession s'inscrit dans le cadre de la politique d'ouverture pratiquée par le pays et des liens plus nombreux qu'il a tissés avec les marchés extérieurs ces dernières années. Malgré les fortes tensions qui se sont exercées sur l'économie l'année dernière, le pays n'a pas eu recours à des mesures protectionnistes, ce qui montre son attachement au libre-échange lorsque celui-ci observe les principes de transparence et d'équité, conformément aux règles multilatérales dont l'application et le respect doivent être une préoccupation constante de tous les pays Membres de l'OMC.

Mon pays considère que l'OMC est appelée à jouer un rôle-clé dans la réalisation de l'objectif que constituent l'amélioration du bien-être et l'accélération de la croissance économique de toutes les régions du monde. Le libre-échange dynamise l'emploi, attire les investissements, encourage le développement technologique, favorise la reconversion de l'industrie et contribue au progrès en général. Il peut permettre d'augmenter les revenus de secteurs jusqu'à présent en perte de vitesse, en particulier dans l'agriculture.

Le bilan de ces deux années de mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay est globalement positif. L'expansion du commerce mondial est due en grande partie aux réductions tarifaires négociées pendant ces négociations. Il est primordial pour les pays en développement, et en particulier pour l'Equateur, que les engagements contractés soient respectés et qu'aucune forme déguisée de protectionnisme n'apparaisse sous le couvert, entre autres, des normes du travail et de la protection de l'environnement.

Le libre-échange peut encore être amélioré si les pays favorisent les accords fondés sur l'équité et non pas sur un protectionnisme exacerbé qui ne sert les intérêts que de certains pays pris isolément.

Qui dit mondialisation dit coopération et non affrontement. C'est par le consensus que nous devons préparer le monde de demain; la polarisation des intérêts peut aggraver les conflits et avoir des effets désastreux sur le commerce international des biens et des services.

A l'aube du XXI^e siècle, les pays en développement exigent que l'on privilégie le développement économique et social; dans cette optique, l'expansion du commerce dans des conditions équitables doit être un objectif sans cesse réitéré.

Cela dit, je voudrais préciser la position de mon pays sur différents points qui me semblent déterminants pour l'avenir de l'Organisation et la réalisation de ses objectifs.

Premièrement, l'Equateur considère que les Membres doivent respecter tous les engagements qu'ils ont contractés à l'issue du Cycle d'Uruguay, tout en estimant également que des efforts accrus doivent être faits en ce qui concerne l'accès aux marchés des produits des pays en développement et l'élimination des subventions et des aides accordées à l'agriculture par les pays développés Membres, si l'on prétend vraiment mettre en oeuvre des politiques ouvertes et globales.

Deuxièmement, l'Equateur estime que ce n'est que lorsque ces engagements auront pleinement été mis en oeuvre que l'on pourra songer à engager une nouvelle série de négociations sur les réductions tarifaires au cours de laquelle on progresserait également dans le démantèlement des obstacles non tarifaires. Mais ces nouvelles négociations devraient avant tout être axées sur les moyens de faire respecter les disciplines et procédures transparentes qui soutiennent la libéralisation commerciale, dans les domaines où il est encore possible d'appliquer des mesures et des régimes protectionnistes injustifiés, pour des raisons peu claires.

Troisièmement, l'Equateur considère qu'en ce qui concerne les règles fondamentales de l'OMC, l'une des avancées majeures a été réalisée dans le domaine du règlement des différends, d'une importance vitale pour les pays en développement. C'est un résultat sur lequel il faut veiller jalousement, car il permet de renforcer la confiance des Membres dans l'Organisation et dans ses règles, ce qui contribuera de manière décisive à la réalisation de ses objectifs fondamentaux.

Quatrièmement, l'Equateur estime que les questions touchant au travail ne doivent pas être examinées dans le cadre de cette organisation. Ce thème, qui n'est pas à proprement parler de la compétence de l'OMC, risque de durcir les positions au lieu de les rapprocher et pourrait gêner les efforts déployés par l'organisme compétent, à savoir l'OIT.

Il faudrait par ailleurs se demander pourquoi, en peu de temps, il y a eu un changement dans la manière de voir les choses: ce ne serait plus les pays en développement mais les pays développés qui subiraient les conséquences de l'application de normes du travail différentes, à travers le commerce international. Cela ne signifie pas que l'Equateur approuve, de quelque manière que ce soit, l'exploitation des travailleurs; le régime et les normes équatoriennes en la matière sont très rigoureux. Mais nous voulons ainsi mettre l'accent sur le fait que l'Organisation doit se concentrer sur les thèmes qui relèvent vraiment de sa compétence et non s'occuper de questions qui pourraient lui faire perdre de vue son unique objectif, qui est de promouvoir et de renforcer la libéralisation du commerce, domaine dans lequel il reste beaucoup à faire.

Cinquièmement, nous tenons une fois de plus à souligner que les réformes engagées ces dernières années par plusieurs pays en développement risquent d'être stoppées voire réduites à néant si aucun progrès n'est réalisé en ce qui concerne l'ouverture des marchés et si les principes du multilatéralisme et les accords conclus dans plusieurs secteurs ne sont pas respectés. Les pays Membres doivent bien se rendre compte que l'amélioration des résultats macro-économiques dans divers pays en développement pourrait être sérieusement remise en question si, pour une raison quelconque, leurs exportations étaient entravées.

Par ailleurs, plusieurs questions qui présentent un très grand intérêt pour certains pays Membres développés ont été placées en tête des thèmes devant être discutés à cette conférence, mais il conviendrait également de ne pas retarder l'ouverture d'un examen approfondi des problèmes auxquels nous autres, pays en développement, sommes confrontés depuis déjà un certain temps.

S'agissant des problèmes qui découlent des liens existant entre le commerce international et l'environnement, l'Equateur estime que cette question devrait être examinée en priorité. Les pays en développement ont des difficultés à trouver un équilibre entre les considérations ayant trait au commerce, à la croissance et à l'environnement, même s'ils s'y efforcent sans cesse, comme c'est le cas de

l'Equateur. Ce dont il faut avant tout s'assurer, c'est que la protection de l'environnement ne serve pas de prétexte à l'application de restrictions injustifiées à l'accès aux marchés des pays développés.

Enfin, l'Equateur reconnaît le bien-fondé de certaines préoccupations au sujet des progrès à accomplir dans l'examen des rapports entre les systèmes d'intégration et les règles multilatérales et de l'importance que revêt la conclusion de meilleurs accords dans le domaine des services, des télécommunications et de l'investissement.

Mais l'Equateur pense également que le succès durable de l'OMC dépend en grande partie de son aptitude à faire partager à tous les Membres les avantages du nouveau système économique mondial, en mettant tout en oeuvre pour arriver à l'égalité des chances. A cet égard, les activités de coopération en faveur des pays en développement sont d'une importance cruciale.

Telle est la mission ambitieuse que nous nous devons de poursuivre.